

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4847>



ECCP (Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine)

: Stop à la criminalisation du



ment BDS pour la

date de mise en ligne : jeudi 14 avril 2016

justice en Palestine

- BDS - Analyses -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

12 avril 2016

Alors qu'Israël est de plus en plus incapable de justifier son régime d'apartheid et de colonialisme de peuplement sur la population palestinienne et ses massacres récurrents des Palestiniens de Gaza, il cherche des gouvernements solidaires en Europe et aux USA pour saper la liberté d'expression afin de parvenir à se protéger des critiques et des mesures visant à le tenir pour responsable de ses grossières violations de la législation internationale. Une campagne très coordonnée et très bien financée est menée par Israël et ses soutiens, visant à criminaliser le militantisme politique contre l'occupation israélienne, fondée sur la crainte circonstanciée que la campagne mondiale conduite par les Palestiniens de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) réussisse.

En ce moment, l'une des attaques les plus significatives contre ce mouvement a lieu en France. Le dimanche 6 mars à Paris, une femme qui manifestait pour défendre les droits des femmes a été arrêtée et retenue plusieurs heures dans un poste de police. Son crime ? Porter un t-shirt sur lequel était écrit « Boycott Israël Apartheid - Justice en Palestine ». Partout dans le pays, les militants BDS font face à des représailles juridiques, fondées sur la dite indigne « Circulaire Alliot-Marie » selon laquelle appeler au boycott des produits israéliens serait une forme de « haine raciale ». En France, des associations ont monté des pétitions pour contester cette attaque contre le mouvement.

De l'autre côté de la Manche, le gouvernement britannique est en train de mettre en place une nouvelle série de lois qui rendront plus difficile, pour les conseils locaux et autres institutions publiques dont les universités, de passer des commandes éthiques ou de prendre des décisions d'investissements. Le Premier ministre David Cameron n'essaie même pas de cacher la vérité et a dit clairement que ces changements ont pour but de contrer le mouvement BDS qui progresse. Qui plus est, son Secrétaire d'État à la Justice, Michael Gove, a déclaré que le mouvement BDS commet « un crime pire que l'apartheid ». Partout en Europe, les militants non violents de base pour les droits de l'Homme sont menacés.

En plus, le ministre israélien du Renseignement, Ysrael Katz, a dit, lors d'une [grande conférence israélienne anti-BDS](#) qui s'est tenue le 28 mars à Jérusalem, qu'Israël devrait se lancer dans des « éliminations civiles ciblées » des « leaders » de BDS avec l'aide des renseignements israéliens. Ceci se passait exactement à la même conférence à laquelle participait l'ambassadeur de l'UE en Israël à côté des leaders des colons. Cela devient sérieusement inquiétant quand des ministres de gouvernements d'où qu'ils soient préfèrent de telles menaces contre des défenseurs des droits de l'Homme et des membres du public.

La Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine demande qu'on mette immédiatement fin à la criminalisation du mouvement BDS et exprime avec force son soutien et sa solidarité avec les militants qui se donnent beaucoup de mal pour attirer l'attention du public sur les violations répétées des droits de l'Homme, dans les territoires palestiniens occupés et à l'intérieur de ses propres frontières de 1967, par Israël.

Le combat pour la justice en Palestine gagne du terrain dans la société civile européenne - et de même la peur dans le gouvernement israélien et ses alliés. Leur anxiété les conduit à des démarches désespérées, comme la récente déclaration du premier ministre français Manuel Valls sur l'anti-sionisme qui serait « synonyme d'antisémitisme et de haine d'Israël ».

Le mouvement BDS est ancré dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et rejette, par conséquent,

toute forme de racisme et de discrimination fondée sur l'identité, y compris l'antisémitisme.

Afin de soutenir l'appel issu du [Comité National Palestinien BDS et en solidarité avec les militants BDS dans les pays européens et partout dans le monde](#), ECCP lance une [PÉTITION](#) vers la Commission Européenne.

Quelle que soit leur position envers BDS, les organisations et les citoyens qui, dans le monde, se soucient des droits civiques et des droits de l'Homme doivent s'élever clairement pour défendre le droit de plaider en faveur de BDS comme d'une affaire de conscience et de liberté d'expression et un moyen non violent pour la société civile de défendre les droits fondamentaux des Palestiniens. Par conséquent, nous demandons aux organisations des droits de l'Homme, aux associations pour les libertés civiles, aux gens de conscience et aux personnages publics de signer la pétition demandant à la Commission Européenne de s'opposer aux attaques menées par les gouvernements contre la liberté d'expression et les libertés civiles et actuellement mises en place pour saper les initiatives de la société civile en faveur des droits de l'Homme pour soutenir la lutte du peuple palestinien pour la liberté, la justice et l'égalité. Nous aimerions rappeler la récente déclaration du ministre suédois des Affaires Etrangères qui a réaffirmé les principes démocratiques fondamentaux en disant que BDS « est un mouvement de la société civile » et que « les gouvernements ne devraient pas interférer dans les opinions d'une organisation de la société civile ».

Le soutien continu de l'UE aux violations par Israël des lois internationales et l'application sans fin de l'Accord d'Association UE-Israël alimentent des actions antidémocratiques en Europe qui cherchent à limiter les libertés civiles, dont le droit à la liberté d'expression. Afin de contrer ces attaques, nous avons besoin de construire une large coalition qui rassemblerait toutes les forces - initiatives citoyennes, mouvements sociaux, syndicats et partis politiques démocratiques qui défendent les droits de l'Homme.

Les militants de base qui ont répondu positivement à l'appel d'une très grande partie des organisations de la société civile palestinienne - appel BDS pour « mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes occupées en juin 1967 et démanteler le Mur ; reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabes-palestiniens d'Israël à une pleine égalité ; et respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens à retrouver leurs maisons et leurs biens » - doivent être traités avec respect et ne devraient pas être harcelés par la police ou les autorités judiciaires.

Nous appelons tous les gens de conscience à rejoindre notre appel et à signer la [PÉTITION](#) adressée à la Commission Européenne. Vous pouvez le faire en remplissant [CE FORMULAIRE](#).

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [ECCP](#)